



Zone Euro

Les incertitudes perdurent

Les 27 pays de la zone Euro ont entériné vendredi dernier une gouvernance économique renforcée et des instruments de soutien à l'euro mais ces annonces risquent de ne pas suffire pour calmer les inquiétudes des marchés à court terme.

Face à la crise politique au Portugal, aux incertitudes sur l'état de santé des banques irlandaises et à ses propres difficultés à finaliser les instruments de soutien à l'euro, l'UE s'est donnée jusqu'à fin juin pour éteindre la crise de la monnaie unique.

S'ils se sont entendus sur une réforme ambitieuse du Pacte de stabilité et de croissance, les Vingt-Sept devront désormais accorder leurs violons avec le Parlement européen, qui co-décide sur ce dossier et dont la position sera arrêtée mi-avril. Ils espèrent valider un accord final lors d'un nouveau sommet européen fin juin.

La perspective d'un plan d'aide au Portugal, où le Premier ministre a démissionné après le rejet de ses mesures d'austérité, est repoussée dans deux mois au moins, le délai minimum requis pour organiser des élections.

Le Portugal doit affronter d'ici là une conjoncture difficile, avec 9 milliards d'euros environ d'échéances de refinancement de sa dette d'ici le mois de juin, alors que le pays a dû anticiper une nouvelle récession en 2011 et que deux agences de notation ont abaissé sa note souveraine. De fait, le taux de rendement de l'emprunt portugais à 10 ans a bondi à plus de 8 % et a atteint un nouveau record depuis la création de l'euro.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) dispose d'une capacité de prêt largement suffisante pour porter au pays une aide estimée à environ 75 milliards d'euros.

La situation irlandaise est quant à elle toujours préoccupante ; la santé des banques de ce pays soulèvent des inquiétudes à Bruxelles. Au 31 mars, les résultats des tests de résistance auxquelles elles sont soumises conditionneront toute décision sur le plan d'aide. Dublin souhaite par ailleurs renégocier à la baisse les termes de son plan mais n'a pu encore s'entendre avec ses partenaires européens. Ces derniers lui demandent en échange de faire converger avec le reste de l'UE son avantageuse fiscalité des entreprises.

La réforme du fonds temporaire de soutien à l'euro, conditionnée au résultat des élections en Finlande, tiendra également les marchés en haleine dans les prochaines semaines. Plusieurs partis finlandais s'opposent à un relèvement des garanties apportées au mécanisme pour lui garantir une note maximale AAA ; ils souhaitent renégocier l'accord de mai dernier dès que le nouveau gouvernement sera installé après le scrutin du 17 avril.

Enfin, les résultats de la troisième série de "stress tests" bancaires lancés au début du mois afin de rassurer les investisseurs après la crise irlandaise, ne seront pas non plus connus avant la fin juin et ouvriront une période de recapitalisation du secteur dans plusieurs pays.

La crise actuelle de l'euro est avant tout vue par beaucoup d'analystes et d'économistes comme une crise bancaire mais ces derniers estiment également que l'UE ne s'en sortira pas avant d'avoir réglé le problème de la soutenabilité de la dette grecque qui avait, fin 2009, marqué le début de la crise des pays périphériques.